

ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

Vendredi 25 septembre 1987

Adrien SPINETTA : Il m'est agréable, Michel Rocard, de vous souhaiter la bienvenue ainsi qu'aux camarades Gérard Fuchs et André Salomon, pour un entretien qui est la suite logique de l'intérêt que vous avez porté aux travaux de l'OURS sur les données nouvelles de notre temps, intérêt qui revêt à nos yeux une double signification :

- la confirmation du sérieux de nos recherches, d'une part ;
- un encouragement à persévérer, d'autre part.

Avant d'ouvrir cet entretien, en donnant la parole à Michel Rocard, il me semble utile de faire rapidement le point sur l'état de nos réflexions.

Je retiendrai de nos débats quatre **sujets principaux** :

- 1) La **nature** de la **crise** de l'Occident ;
- 2) la remise en cause de la **fonction économique** ;
- 3) le **devenir** de la **ressource humaine** ;
- 4) les **interrogations majeures** auxquelles nous conduit la discussion sur les trois premiers sujets, et dont nous traiterons dans les semaines et les mois à venir.

1) NATURE DE LA CRISE :

S'agit-il d'un **dérèglement passager** avec retour à la norme, ou la crise est-elle le révélateur d'une mutation qui, selon l'expression de René Passet, bouleverse le système en place, « dans sa forme, sa substance et son esprit » ?

C'est la deuxième hypothèse que nous retenons.

Au-delà des aspects économiques, sociaux et culturels de cette crise, Jacques Robin, en conclusion d'un exposé magistral sur ses origines et son expression (Cahier n° 176, juillet-août 1987), la retient comme « une crise des **fondements**, une crise des **valeurs**, une crise du **sens** de l'aventure humaine ».

En vue de clarifier les choses, quant au débat qui va s'instaurer tout à l'heure, à propos de ce premier thème, je tiens à préciser que quand nous parlons des **technologies de l'information** et de la **commande**, cette expression recouvre un vaste domaine : **l'informatique, la robotique, les télécommunications, les biotechnologies**. Les deux termes information et commande ne sont pas dissociables.

Ces technologies n'ont besoin que d'un faible support énergétique, les combinatoires qu'elles permettent sont à la source de germes de croissance quasiment sans emploi, et bien que leurs performances n'en soient encore qu'à leur début, elles ouvrent la porte d'un nouveau monde où se trouvera reléguée au second plan l'importance de l'énergie.

L'**ère énergétique**, née au néolithique, 10.000 ans avant notre ère, en utilisant le sol comme convertisseur de l'énergie solaire, serait ainsi proche de sa fin.

2) LA FONCTION ECONOMIQUE :

Sur la fonction économique, deux séries de réflexions ont émergées du débat, l'objectif étant que les promesses contenues dans les technologies de l'information et de la commande, de libérer les humains de leur labeur, ne soient pas détournées pour soutenir le système économique et social en place.

Première série de réflexions.

a) celles touchant à la remise en cause du concept traditionnel de productivité et de la théorie de la valeur en prenant en compte deux données nouvelles, celles de la **duplication** à faible coût (combinatoire) et de la **pulsion productrice** des travaux de recherche et d'application des communautés scientifique et technologique, qui provoquent une **productivité différente** de celle des processus traditionnels ;

b) celles visant à une autre répartition des richesses et du temps, en incorporant dans l'investissement la **productivité différente** évoquée ci-avant, en prenant en compte les diverses formes de l'économie non marchande, en dépassant la notion simpliste du revenu minimum vital ou de l'impôt négatif, par l'idée d'une **rémunération de la créativité ouverte à tous**, bref, en ne prenant plus le **revenu** comme la contrepartie majeure d'un effort productif.

La deuxième série de réflexions découle de la nécessité de prendre en compte l'interpellation créatrice de la **pulsion écologique**. Le bilan dressé par l'O.C.D.E. sur l'état de l'environnement dans les 24 pays membres de cette organisation, pour la décennie 1965-1975, était déjà alarmant. Il n'a fait que s'aggraver depuis. Les noms de Three Miles Island, Tchernobyl, Seveso, Bhopal et Bâle situent mieux que tout commentaire la gravité des périls qui menacent la survie du plus grand ensemble humain. La découverte d'une déchirure antarctique de la couche protectrice d'ozone ne peut qu'entretenir une angoisse provoquée déjà par la menace de l'apocalypse nucléaire, dont l'hypothèse ne saurait être exclue.

Situation paradoxale que celle de ce monde où les progrès de la médecine contribuent à augmenter la durée de vie des individus tandis que la dégradation de l'environnement rend cette vie de plus en plus précaire, qu'elle soit végétale, animale ou humaine.

Il nous semble, en conséquence, que la science économique doit changer de nature. Dès lors que l'appareil productif remet aujourd'hui en cause les régulations qui caractérisent le milieu naturel et président à la reproduction, ce milieu ne peut plus être considéré comme échappant au domaine de la gestion.

La mission de l'économiste ne peut plus se limiter à gérer des flux, elle doit s'élargir à la préservation d'un patrimoine de ressources qui, reproductibles ou non, doivent être convenablement administrées.

Lorsque Michel Cépède nous invite à « soumettre l'économie à un programme éthique, tendant au développement de tout l'homme et de tous les hommes, et à la pérennité de l'espèce et de son environnement », il nous invite en fait à « insérer l'évolution humaine dans les grands équilibres de régulation avec la biosphère », plutôt que « de maîtriser la nature pour pouvoir la dominer » (selon l'idéal de Descartes). Reste à s'interroger sur le scénario susceptible de concourir à cette **co-évolution**.

3) LE DEVENIR DE LA RESSOURCE HUMAINE :

Pour un socialiste, le devenir de la ressource humaine est une préoccupation permanente. Elle prend aujourd'hui une acuité particulière avec la montée généralisée du chômage.

Il est frappant de constater que les tenants du système en place ne s'en préoccupent guère. Face au défi obsédant du chômage, leurs comportements sont pratiquement immuables. Ils ne voient dans la crise qu'un dérèglement passager. Le chômage est, pour eux, un mal nécessaire, en attendant mieux. Ils plaident pour la compétitivité sans se rendre compte qu'une société où le travail est accordé aux uns et refusé aux autres ne peut engendrer le dynamisme créateur qui permettra d'y concourir.

C'est pourquoi, et bien que ses travaux de recherches visent plutôt le moyen et long terme, l'OURS entend contribuer, pour le court terme, à la réponse au défi obsédant du chômage. Un groupe de travail a été constitué qui, je l'espère, déposera ses conclusions avant la fin de l'année.

A partir des réflexions de nos débats sur le problème de l'emploi, nous partons de l'idée que la tendance lourde, en

matière d'emploi, est bien celle d'une diminution du temps de travail socialement nécessaire.

C'est pour nous se bercer d'illusions que de croire à un nouvel équilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail, par l'effet d'une croissance retrouvée.

La relève de l'homme par la machine, ressentie comme une malédiction, peut être, à moyen terme, une chance pour l'humanité si l'on s'applique à faire du temps libéré un temps riche pour l'épanouissement de la personne. Sous la réserve essentielle de ne pas laisser le phénomène d'exclusion sociale, qui accompagne la montée du chômage, atteindre un seuil de développement qui serait lourd de menaces pour les démocraties d'Occident.

C'est pourquoi, à partir d'un horizon ambitieux pour le moyen terme, notre étude traitera des moyens financiers et structurels à mettre en œuvre, à court terme (c'est-à-dire à partir de mai 1988), pour **enrayer l'exclusion sociale**.

4) INTERROGATIONS MAJEURES :

Au terme des débats de nos premières tables rondes, des interrogations majeures demeurent, dont nous allons traiter dans les mois à venir.

L'une d'entre elles, le **copilotage de l'évolution humaine avec la biosphère**, précédemment évoquée, en est une – et non des moindres.

Deux autres me paraissent importantes.

Comment, dans une période de bouleversement des structures sociétales et mentales, éviter la dérive de nos démocraties d'Occident vers des sociétés d'autorité ?

Quels garde-fous culturels opposer au pouvoir de la **techno-science** (l'expression est de J. Robin) dont les ambitions sont sans limites ?

Cette dernière interrogation est d'autant plus actuelle que l'informatisation de notre vie publique et privée est en marche, et que rien ne l'arrêtera.

Michel ROCARD : Merci, d'abord, à tous de m'accueillir.

Merci aussi de me donner l'occasion d'une réflexion non quotidienne ; c'est stimulant en diable.

Cela étant, nous sommes tous tellement habitués à être coincés dans une quotidienneté dont l'horizon le plus lointain est celui des prochaines élections que nos sociétés ne réfléchissent qu'en deçà, au rythme des sondages, qui sont mensuels, si bien que, quand on entend – comme je viens d'entendre dans votre exposé – un condensé superbement formulé des problèmes d'évolution à long terme, on se rend compte qu'on est de petite taille.

De vos trois questions, la dernière, « copilotage de l'évolution humaine », est une question gigantesque.

A ce que vous avez dit, j'ajouterai l'oxyde de carbone et le gaz carbonique. Je suis devenu un pro-nucléaire par précaution de survie, sans fanatisme particulier.

Or, cela appelle un commandement de nos sociétés, auquel elles ne sont pas du tout prêtes, et une acceptation collective, en évitant la dérive vers des sociétés d'autorité. Nous prenons le champ inverse actuellement, ce qui ne peut provoquer qu'un choc brutal en retour.

Tout cela pose des questions redoutables et c'est un peu effrayant.

Bien sûr, il n'est pas question de cerner tout cela. J'aborderai simplement le problème de savoir comment contribuer à une reconstruction de l'horizon, avec deux temps dans la réflexion :

Le premier sur **la révolution des technologies**, en donnant mes réactions à ce que j'ai lu, notamment dans le cahier 171.

Le second sur **la mutation culturelle** et sur le problème de **la crise morale des nouvelles valeurs**. Je ne suis pas pour rien dans l'émergence de ce mot de valeurs à l'intérieur des débats du Parti socialiste. Je n'en suis qu'à moitié fier.

Cette informatisation de nos sociétés d'Occident s'accompagne d'une **prise de pouvoir** du calcul (cf. La Machine Univers, de Pierre Lévy) qui n'irait pas sans danger si elle devait consacrer la primauté d'une intelligence artificielle sur l'intelligence naturelle.

Or, la théorie fausse « de l'intelligence algorithmique » nous est aujourd'hui proposée comme fondement d'un nouveau déterminisme de caractère universel, réduisant l'homme et la nature à des machines à traiter de l'information.

Si l'homme s'y résigne, il renonce aux ressources inexploitées de son intelligence, à toute éthique de survie de l'espèce, et livre son intégrité à la logique froide de l'univers du calcul.

Il y a bien là l'illustration du défi que représente l'informatisation généralisée de notre vie ; d'un côté, les chances qui s'ouvrent pour l'épanouissement humain, de l'autre le risque grave d'un homme déshumanisé.

Pour conclure, une conviction qui m'est propre.

C'est une inclination naturelle, dans le mouvement socialiste, que de croire à la puissance de la loi pour faire bouger les choses. La loi est souvent nécessaire, mais elle n'est pas suffisante, surtout lorsque, traitant de problèmes de société, elle appelle, pour son application, une évolution des comportements.

Je crois beaucoup à la portée de « germes » insérés dans la société civile et dont l'existence facilite, sans contrainte, l'évolution des comportements. Ces germes peuvent être de nature technique, sociale, économique ou politique. La difficulté est de les imaginer et de les mettre au bon endroit, au bon moment.

Pour prendre un exemple qui vous est cher, Michel Rocard, le **chèque éducation** c'est le germe.

Je m'en tiendrai là et vous donne aussitôt la parole.

On s'abrite souvent derrière un verbiage un peu creux, qui peut tourner à l'alibi ; et pourtant, nous n'avons plus de rationalité descriptive qui soit un point d'ancrage.

Pour essayer d'aborder cela, je dirai que l'homme politique responsable ne dispose plus de méthode de pensée en prêt à porter. Nous n'avons pas de batterie de recettes de référence, lorsque, du moins, le responsable a l'intention d'inscrire son action dans la durée et dans une perspective d'avenir, et non pas seulement de surnager et de diriger à vau-l'eau. Pour un homme de gauche, c'est encore plus grave et on se sent encore plus démuni, parce que les hommes politiques du libéralisme n'ont pas besoin de voir à long terme, en raison même de leur croyance dans le discernement constant du marché.

C'est commode de se reposer sur le marché puisqu'en théorie il provoquerait un optimum. Mais le malheur, c'est que, si le marché permet aux hommes politiques de se débarrasser de tout discernement sur l'avenir, il en dispense aussi les citoyens.

Le marché n'est pas porteur d'une pédagogie sur l'avenir ; il est myope, et la société, la France, l'Europe occidentale et la planète n'ont plus d'horizon.

Il n'y a plus que la concurrence qui soit un révélateur, qui est indispensable d'ailleurs ; on ne peut pas faire marcher les économies sans cela. C'est une partie importante de l'évolution de la pensée socialiste de ces dernières années que d'avoir compris cela, mais la concurrence est d'une myopie totale sur les finalités et notamment sur les finalités de l'aventure humaine.

S'il est avéré maintenant qu'un marché correctement concurrentiel est la moins mauvaise manière de faire produire, ce devrait être l'honneur des politiques que de chercher à dégager et à exprimer dans leurs actes le sens de l'évolution d'une société, les voies de sa cohésion, de son unité, de son avenir, en s'éclairant des réflexions des penseurs, des chercheurs, de ce monde du débat social auquel vous contribuez fortement.

PARTIR DU RÉEL

Le socialisme pourrait alors passer à nouveau d'une croyance à un projet, non pas ce qu'on appelle trop facilement, trop vite et trop souvent un projet de société, mais un projet dans la société telle qu'elle se forme sous nos yeux. Repartons du réel, disait déjà Jaurès. Nous sommes toujours dans cette tradition là.

Donc, partons du réel, demandons-nous : que faire ?

On sait que la médiatisation de la politique – sa marchandisation, pour reprendre un vocable tiré de Marx – ne conduit pas non plus dans cette direction.

Il nous faut donc peser sur tous ceux qui ont ces préoccupations – qu'ils soient acteurs ou chercheurs – de toutes nos forces, pour percer l'édredon du prêt à penser.

Vos trois documents sont des contributions riches – vous m'avez fait travailler, je dois le dire – et sont un inventaire, sinon exhaustif, du moins extrêmement riche du débat de société. J'ai salué la volonté de prospective qui s'y faufile. J'ai reconnu au passage quelques phrases qui ne sont point d'aujourd'hui.

Je vais reprendre vos débats, pour y trouver le plan de mon propre exposé maintenant, parce que j'en retire le sentiment que les solutions à nos problèmes les plus fondamentaux ne sont guère formulables dans le langage des hommes politiques d'aujourd'hui.

La politique à conduire – si je vous ai bien lus et si je me fie à mes propres intuitions – va devoir changer à terme, de même que change le sens de certains mots que l'on emploie, comme « éducation » et peut-être même aussi le mot d'Etat. Je me souviens, dans ma jeunesse, d'avoir eu une controverse avec notre regretté Guy Mollet, que je trouvais trop jacobin à mon goût ; je me sentais plus décentralisateur. A vous entendre, cher Spinetta, dans votre avant-dernier paragraphe, nous sommes en pleine convergence, et c'est important. En effet, j'ai aimé la formule : il faut insérer des germes dans la société civile, tendant à faire évoluer les comportements. La loi n'y suffit pas.

C'est un mécanisme qu'on a déjà observé avec la balance des paiements, mais qui pourrait trouver dans la société civile des contraintes plus violentes.

J'ai peu de titres à entrer dans une recherche pareille ; je ne suis pas un chercheur, je ne suis pas un expert. Je suis un homme politique de terrain, coincé dans le cinéma tacticien et obligé par la demande sociale d'apprendre un nouveau métier, celui de comédien, et de lui consacrer l'essentiel de mon temps.

N'étant pas chercheur, je ne vais pas tracer devant vous une vaste fresque des thèmes du possible et du souhaitable ; je préfère assimiler les vôtres. J'ai été longtemps engagé dans la bataille et candidat aux plus hautes responsabilités de l'Etat, avec une seule préoccupation, qui est d'ailleurs presque une obsession, qui est la prise de conscience du possible et du souhaitable. Comment s'attacher à la synthèse de ce qui est faisable ? Pour reprendre votre exposé, cher Spinetta, par quel bout prendre la pelote pour agir ? Comment donc s'attacher à la synthèse de ce qui est faisable, et cela dans un temps historique dont l'horizon pratique ne doit pas – si nous voulons rester sérieux – excéder une décennie ou deux au maximum.

Travaillons avec l'espoir de mettre la France et l'Europe en meilleure situation pour le tout début du XXI^e siècle. Une bonne prospective permet l'audace et le réalisme.

Cela, bien sûr, doit se faire dans la fidélité aux valeurs essentielles qui fondèrent le socialisme.

Tout cet effort, par conséquent, doit contribuer à cette tâche, que je crois primordiale pour notre pays et pour l'Europe : reconstruire un horizon commun.

Puisque nous ne voulons plus uniquement des lois, mais des comportements, il faut que les références au nom des-

quelles ces comportements s'analysent et se décrivent soient communes, d'où l'importance de cet effort intellectuel.

LA RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Au milieu de tout cela, premier temps de la réflexion : la révolution technologique, sur laquelle vous êtes revenus. Est-ce une fatalité ou comporte-t-elle une chance ? Question très banale depuis Esope, mais qui se repose constamment.

Je pose cette question parce que, jusque dans votre réflexion, on perçoit la révolution technologique tantôt comme un déferlement irrésistible – il y a des accidents, certains redoutables, on a l'impression qu'on a vécu quelque chose de torrentiel, non maîtrisable et menaçant comme un barrage qui s'effondre – mais tantôt aussi comme un vaste supermarché du futur où les hommes choisiront les technologies les plus conformes à leur pensée, avec une grande richesse de choix.

J'ai tendance à dire, pour ma part, que l'émergence de l'un ou de l'autre dépend de la période de temps considérée, dépend du domaine d'application des technologies et dépend – mais là, j'entre dans la seconde partie, qui sera plus culturelle – de la capacité culturelle de la société.

Si vous le permettez, reprenons ces trois points.

Premièrement, révolution, mais à quelle vitesse ?

Ce déferlement paraît certain ; c'est vrai pour les technologies de l'information, nous y sommes. Cela va continuer, c'est ultra-rapide. La capacité d'une puce est multipliée par 10 tous les cinq ans depuis 1970 et son prix divisé d'autant. On peut prévoir une évolution au même rythme au cours des vingt prochaines années, ce qui veut dire que ce qui, aujourd'hui, dans le domaine de l'intelligence artificielle, analogique, des circuits intégrés, etc., coûte 10.000 F, coûtera 1 F dans vingt ans.

Il n'y avait pas de cartes à mémoire en 1985, c'est-à-dire il y a deux ans et demi. Il y en aura 12 millions en 1990.

Nous sommes bien là en présence d'un déferlement par vagues des usages de l'informatique, objet grand public, automatisation des procédés de production, synthèse de la parole, avec, du coup, une fantastique possibilité de télévision européenne multiligne, instantanément utilisée. Tout cela activé par une compétition mondiale féroce et qui change les politiques industrielles dans des périodes significatives de cinq ans.

En revanche, dans un autre secteur, la biologie et la santé – je parle sous le contrôle du docteur Robin – le temps d'application des découvertes me paraît toujours beaucoup plus long, cette appréciation étant peut-être liée à mon inculture profonde.

Effectivement, il semble que le temps biologique, même s'il se raccourcit, demeure plus long que le temps informatique. Les connaissances scientifiques avancent sans cesse ; par exemple, les médicaments, ceux qui entreront sur le marché vers l'an 2000, sont déjà en train de s'esquisser en termes de molécules, de chaînes explorables.

Donc, il y a un temps un peu plus lent, et la période significative dont j'ai parlé semble actuellement plus près de vingt ans que de cinq ans, sauf les cas d'urgence et de mobilisation énorme de moyens, comme ce qui est fait en ce qui concerne le SIDA, par exemple, où il n'est pas exclu qu'on aille plus vite.

Il en est de même pour l'agro-alimentaire.

Troisième sous-point : la période est encore plus longue pour les sciences sociales, face aux changements de systèmes sociaux complexes.

D'abord, l'application du mot « science » au domaine social fait déjà problème, nous le savons tous. L'expression « science molle » est passée dans la langue ; on peut la retenir.

Ces sciences peuvent nous dire dès aujourd'hui comment rendre une entreprise ou un secteur public plus compétitifs, mais elles ne peuvent guère nous dire davantage. Il est bien clair que nous n'assistons pas à un déferlement de changements des systèmes et, si l'on s'imagine que changer la constitution de la République sera un changement utile, ou productif de nouveaux comportements dans la société française, on a une appréciation proche de l'infini du temps nécessaire au consensus pour que cela se fasse.

Les systèmes humains qui changent vite subissent en général des chocs en retour brutaux. On est donc là en présence d'un impératif de changement, non d'une irruption technologique et non d'un renversement du processus.

LES DOMAINES D'APPLICATION

Le deuxième point concerne la poussée technologique en ce qu'elle dépend de ses domaines d'application.

Il y a invasion technologique quand c'est l'intérêt de tous les producteurs et quand les obstacles politiques ou éthiques ne l'entravent pas.

Donc, on a tendance à raisonner, je crois, en termes de résistance à une invasion.

Prenons cinq domaines importants à titre d'exemples :

Premièrement, en matière de défense. Il n'y a heureusement pas invasion, mais il y a fixation de l'usage des technologies nouvelles sur les guerres locales qui stimulent les marchés de l'armement. Cela dit, l'escalade des technologies autour de la dissuasion, si elle ne fait qu'entretenir celle-ci, n'en est pas moins colossale et explique en partie les tentatives de freinage Est-Ouest auxquelles nous assistons actuellement.

Deuxièmement, en matière de conception des procédés et des produits industriels. La découverte continue de nouveaux matériaux hautement performants – nouvelles céramiques, nouveaux polymères, etc. – ouvre des possibilités immenses, qui ne seront exploitées qu'au rythme permis par l'énorme coût de renouvellement des équipements des chaînes de production et par la restructuration des entreprises elles-mêmes, dans les domaines du bâtiment, des travaux publics, de la chimie, etc. On n'ira pas plus vite que ce qui est permis par ces rythmes là, quitte à ralentir même, sinon la recherche, du moins l'incorporation à l'activité courante des résultats de cette recherche.

Troisièmement, pour tout ce qui concerne les incidences des technologies nouvelles sur l'emploi – problème dont Spinetta a parlé tout à l'heure – qui est le problème crucial par excellence, on voit bien que le déferlement est sélectif. Les systèmes productifs vont beaucoup plus vite, en introduisant les innovations de procédés de production, que les innovations de produits. Là encore, ce sont les critères de marchés qui ont fait le tri. Cela d'autant plus fort et plus vite qu'il s'agit de payer une main-d'œuvre chère comme la nôtre. Et cela joue même chez nous, alors que, pourtant, la France est, parmi les pays les plus développés, un de ceux qui sont en retard en matière de robotisation. On ne met en place que deux robots par jour actuellement, ce qui est peu ; il nous en faudrait de l'ordre de 100.000 en l'an 2000 pour être au même niveau que la Suède, que l'Allemagne, que le Japon ou que les Etats-Unis. Au rythme actuel, nous n'y serons point, ce qui n'est pas sans poser de redoutables questions.

Conséquence tout de même de ce mouvement dans lequel nous sommes, même si nous sommes en retard : les gains énormes de productivité, dont il a été question dans vos travaux.

Lorsqu'on passe d'une économie matérielle à une économie à dominante informationnelle, donc économie à moindre dépendance énergétique, ces gains énormes de productivité ne sont pas compensés par la création de produits nouveaux qui freineraient la chute des emplois.

D'ailleurs, le déferlement de produits nouveaux est tout

relatif et il ne s'applique qu'à des gammes très spécifiques. On peut regarder, à l'inverse, la stabilité d'un produit comme l'automobile et, a fortiori, d'un produit comme le logement. Ce sont des produits majeurs dans nos sociétés et, là, il y a une assez étonnante stabilité, cela parce que nos économies ont réduit leurs coûts au lieu d'investir dans des activités nouvelles. C'est ce qui fait la différence entre les sorties de crise, et je pense à celle qui a déferlé aux Etats-Unis dans les années 70, que l'on peut comparer avec la crise de 1929, dont on est sorti par un surinvestissement des activités : automobile, armement, etc.

Quatrième exemple de cette grande variance de l'irruption des technologies en fonction des domaines d'application : en matière de communication et de relations entre les hommes. Là, c'est une inondation ! En quinze ans, la révolution informationnelle a bouleversé presque toutes les activités de communication, l'édition, les conditions de gestion de tous les marchés mondiaux, et d'abord financiers, et des entreprises, et – il faut bien que je vous en fasse la remarque – jusqu'aux conditions d'exercice du métier politique. Cela touche aussi l'expression des formes culturelles et de l'art. Les faits sont là, ils sont connus ; leurs incidences sont immenses.

Sur cet exemple, je ferai deux remarques :

Premièrement, des secteurs entiers sont tenus à l'écart, et je pense d'abord à l'éducation. La santé, du point de vue de la délivrance des soins, et non plus de l'appareil médical, relève un peu du même diagnostic à l'égard de cette fantastique mutation.

Ces secteurs sont-ils fautifs, comme beaucoup le disent ? Ou bien – et c'est une grande question de société – n'y a-t-il pas des services où la part d'engagement des hommes est essentielle et où les coûts ne peuvent être que faiblement décroissants ? Ces services, modernisés, préfigureraient bien des activités de demain, mais, si les coûts y sont faiblement décroissants, il en découle une lourde interrogation sur le partage du P.N.B., sur la loi des prélèvements obligatoires, surtout si cette loi est non pertinente par rapport au seuil d'intolérance fiscale où nous sommes aujourd'hui.

J'ajoute que, quand je fais part à plus court terme de mes réflexions, je ne manque pas une occasion de souligner le problème majeur à mes yeux de la paupérisation de l'Etat. C'est un débat qu'on pourra ouvrir aussi. Nous avons vécu cent cinquante ans avec des Etats riches, non pas opulents mais suffisamment à l'aise pour qu'un nouveau besoin recensé puisse être pris en charge, il n'en est maintenant plus question ; il n'y a plus un sou dans les caisses publiques et les besoins nouveaux ne sont pas susceptibles d'être pris en considération. C'est, par rapport aux réponses à tout ce qui découle des réflexions que nous rassemblons ici ensemble, une interrogation absolument majeure, mais c'était une incidente.

Donc, première remarque : aider les secteurs entiers tenus à l'écart de cette irruption torrentielle de la technologie dans le monde informationnel.

DÉMOCRATIE ET RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Deuxièmement, dans quelle mesure, dans quel domaine la révolution informationnelle peut-elle apporter des changements essentiels au sens étymologique du mot, dans le sens de la démocratie, dans le sens d'une stimulation d'initiative sociale par exemple ?

Ne voit-on pas, au contraire, les médias modernes renforcer dangereusement l'ordre établi, malgré les apparences ?

Nous constatons l'individualisme, la solitude des gens, l'hypertrophie et l'anarchie des transactions monétaires internationales : il y a vingt ans, le flux des transactions financières et monétaires par jour était du même ordre de

grandeur que le flux des échanges marchands. Aujourd'hui, il est 25, 28, 30 fois supérieur.

Nous sommes dans l'imprévisible, dans l'absurde, dans un surréalisme au sens que Breton avait voulu donner à ce mot.

Cette hypertrophie des transactions, cet individualisme se combinent et se compliquent d'une simplification des images de la vie politique, au moment où il faudrait, au contraire, qu'elle accepte de refléter davantage ce problème de société majeur que nous vivons.

L'activité politique, maintenant, se divise en deux : la gestion de nos sociétés et un spectacle à usage public. La déconnection entre l'un et l'autre est de plus en plus profonde, je la ressens aujourd'hui comme totale. Il faut essayer de naviguer dans ce monde du spectacle pour y préserver une influence dont nous pouvons avoir l'espoir qu'elle sera utilement employée, mais qui n'a pas de rapport avec les conditionnements mentaux et critères de choix proposés. Il faut avoir le courage de le dire comme cela.

Tout cela contribue-t-il à un progrès de nos sociétés ?

Il y a doute. On a, dans la montée d'une société informationnelle, l'exemple de l'ambivalence d'une évolution technologique. D'elle-même, cette évolution technologique renforce quelque chose qui va jusqu'à la caricature, c'est vrai, mais elle fait aussi sauter des verrous qui ne vont plus nous gêner.

Notre devoir est de regarder au-delà assez tôt pour secouer le conservatisme social que, pourtant, spontanément, elle renforce.

Cinquième exemple : les sciences du vivant et la naissance d'une bioéthique laïque, disons, dans le meilleur sens du mot.

Je vois, pour ma part, dans le coup d'arrêt donné par le geste récent du professeur Testard sur le développement hors contrôle de l'embryologie humaine et génétique, un signe très important, mais il faut tout de même nous souvenir de ce que les scrupules de conscience d'Oppenheimer n'ont pas fait obstacle à la prolifération nucléaire. Autrement dit, même quand le scrupule scientifique intervient, il n'a pas nécessairement valeur bloquante.

Ne lâchons pas la bride aux fatalités technologiques. Assurons-nous que nous avons, que la société a la capacité morale et politique de vérifier leur évolution pour la collectivité humaine. Cette vérification peut prendre du temps ; les savants, les chercheurs continueront à travailler, mais ils sauront au moins que cette vérification se fait bien, qu'ils ne sont pas seuls face à leur conscience.

Ce temps, prenons-le ou tentons de le prendre pour déterminer ce que nous voulons en matière d'orientation sociale. C'est ce qui m'amène au troisième point de cette première partie : la maîtrise de l'usage des technologies dépend de la capacité culturelle et politique de la société à agir sur elle-même. C'est là que le libéralisme est un malheur éthique, dans la mesure où il démobilise la réflexion de la société sur elle-même. C'est au niveau philosophique le plus profond qu'il nous faut introduire le combat. Mais cette bataille-là se téléscopie avec une autre, du fait que nos Etats ont voulu trop en faire et rigidifier le corset social. Nous sommes, nous, socialistes, les plus mal placés pour mener les deux à la fois.

Trois conclusions essentielles me paraissent découler de ce que je viens d'égrener comme remarques dans ma première partie, en réaction aux vôtres d'ailleurs :

Premièrement, l'irruption des technologies nouvelles n'est pas générale. Elle se heurte aux capacités globales d'investissement et de changement de la société ; elles rencontrent, dans l'éducation, dans l'organisation sociale, des résistances liées à la cohérence historique du tissu social, résistances qui ne sont pas toutes dépourvues de sagesse.

Deuxièmement, en dépit de tout cela, la compétition

internationale nous oblige à aller de l'avant, car la science d'aujourd'hui, ce sont les technologies de demain, et, par conséquent, les marchés d'après-demain. Or, il en va de même à cet égard de l'invention culturelle et du marché de l'art. Mon sentiment – je n'ai pas absolument tout lu, mais tout de même parcouru vos travaux – est que le secteur de la création culturelle, de l'art, est un peu à l'écart de vos préoccupations actuelles, mais il est peut-être dans les programmes futurs.

Je crois qu'on ne peut pas prendre en charge une telle interrogation sur la société sans s'interroger jusque sur les conditions de la création littéraire, artistique, picturale, esthétique en tous cas, puisqu'elle est message social, d'autant plus important maintenant que le message de la critique cartésienne de nos sociétés commence à s'affadir ou à perdre de sa force d'interrogation.

Troisièmement, la science – comme d'ailleurs l'art et la littérature – ne se laisse jamais réduire aux déterminations du marché, et, pour ne pas avancer en aveugle dans un changement qui s'est en fait imposé, nous devons disposer d'une capacité d'action orientée vers l'avenir. Or, il est symbolique que l'année 1987 soit celle où un ministre imbécile a décidé de supprimer le commissariat au plan, alors que tout le monde convenait qu'il fallait transformer profondément nos manières d'investiguer l'avenir, de programmer et de mettre en relation l'action administrative avec les conclusions de l'investigation sur l'avenir. On était tous d'accord, mais l'idée de tirer l'échelle et de ne plus réfléchir sur l'avenir au-delà de dix-huit mois de budget, c'est tout de même une idée symboliquement grandiose, que l'on n'a pas assez saluée d'ailleurs.

Vous savez sans doute que la survie du commissariat au plan a été obtenue uniquement par l'inertie administrative : il y avait trop de lois organiques à changer pour le faire disparaître !

LES MUTATIONS CULTURELLES

Il nous faut donc des valeurs autres pour fonder notre investigation sur l'avenir.

Où les trouve-t-on, ces valeurs, sinon chez ceux qui pensent la société comme une collectivité solidaire et créant sa propre histoire ? C'est le deuxième temps de ma réflexion. Rassurez-vous, il est plus bref que le premier.

La mutation culturelle... Les mots sont maladroits. « Idéologique » est un mot pollué, le mot « culturel » aussi. On est toujours ramené aux beaux-arts, alors qu'il s'agit d'attitudes. Si l'on élargit trop le champ, cela devient technologie et ce n'est plus porteur, mais je n'ai pas d'autre mot que celui-là.

Jacques ROBIN : Rupture, plutôt que mutation.

Michel ROCARD : Oui, mais alors là on a des problèmes de datation et de calendrier. Je suis pour les ruptures lentes.

Il y a sept ans, nous discutons sur la rupture avec le capitalisme en cent jours... Depuis, je suis un peu prudent.

Mais les chercheurs peuvent utiliser de tels mots. Il n'y a que les politiques qui soient piégés. En tout cas, il est juste de dire que les valeurs fondatrices des sociétés occidentales ne gouvernent plus beaucoup leurs comportements. La remarque est lourde, mais je crois qu'il faut la faire.

Je crois cependant que de nouvelles valeurs apparaissent ou, en tout cas, une nouvelle expression d'anciennes valeurs, à laquelle nous devons être très attentifs.

Détaillons un peu cela.

Premier temps : les effets de recul des valeurs antérieures.

Premier point : quels reculs ?

Recul séculaire de l'impact du christianisme sur notre vie sociale – et cela, en dépit de l'effort qu'a représenté Vatican II ou du fantastique affichage social que représente Solidarnosc.

Autre recul : celui des conceptions révolutionnaires du socialisme telles qu'elles sont nées et ont été formulées dans les drames de l'industrialisation, dans le courant et à la fin du XIX^e siècle.

Recul aussi, faut-il le dire, des droits de l'homme, qui sont constamment menacés – et contre toute attente, après ce que nous avons connu en 1940. Nous pensions vraiment qu'après le nazisme, les droits de l'homme ne pouvaient pas ne pas être la référence centrale de toutes les sociétés, l'horreur était trop grande. La carte de la démocratie s'est un peu étendue ces dernières années, une douzaine de dictatures se sont effondrées, mais on n'est pas sûr qu'il n'y ait pas un certain recul sur le plan des droits de l'homme ou, du moins, un certain recul concernant le cynisme avec lequel les gouvernements s'affichent de plus en plus dans la gestion des sociétés, faisant par ailleurs une place trop grande aux impératifs dits de la raison d'Etat – et je ne pense pas qu'au Rainbow Warrior, bien sûr !

Bref, recul des grandes conceptions universalistes de la société, qui font place, dans le pilotage de nos sociétés développées, à un positivisme pratique et assez empirique et, au fond, maigre.

Quand l'Occident propose des modèles de développement au Tiers monde, il ne vante que son bien-être et ses richesses, y compris financières. C'est notre argument pour proposer au Tiers monde un modèle qui ne soit pas celui de l'Union soviétique. Je trouve cela, sur le plan des valeurs, un peu court et, dans la manière dont l'Occident parle de lui-même, il me semble qu'il y a aujourd'hui un enjeu tout à fait redoutable qu'il nous faudrait assumer. Ceci m'amène d'ailleurs à une autre question, celle de savoir si nous serons capables de gérer le droit de critique qu'implique la démocratie, c'est-à-dire l'émergence constante d'une lassitude, d'une exaspération contre l'encombrement, contre le dysfonctionnement, contre le chômage, contre la détérioration de nos systèmes sociaux, tout en reconnaissant que notre système de valeur et d'organisation sociale est quand même le meilleur du monde.

Nous ne sommes pas dans la grande pauvreté du Sud, nous ne sommes pas dans la grande oppression policière de l'Est et nous ne sommes même pas dans la société sans protection sociale de l'Amérique du Nord.

Le triplé de valeurs, niveau élevé de développement, droits de l'homme comme fondement de l'organisation politique, et haute protection sociale, est une caractéristique de toute l'Europe, pour l'essentiel grâce à la sociale démocratie, qui a été l'élément moteur dans cette direction, mais nous ne parlons que d'argent quand nous proposons de copier nos modèles. Il y a disparition de notre vécu de valeurs intérieures. Là est un peu le recul.

Quelles sont les causes de ce recul ?

Il me semble que vous les avez largement répertoriées et exposées dans vos travaux.

Première cause : le matérialisme pratique de notre vie quotidienne, soumise à la multiplication des consommations, la défense d'un confort moyen hédoniste lié à la montée des classes moyennes et dont la protection suscite par défaut, depuis la crise économique, une contre-société d'exclus.

Là, un mot sur les références culturelles de ce que l'on a appelé historiquement la bourgeoisie. J'ai lu avec une stupeur vorace et beaucoup de joie l'excellent travail de Régine Pernoud, qui s'appelle « l'histoire de la bourgeoisie en France », et je ne saurais trop vous le recommander. C'est l'émergence de la couche que l'on appelle la bourgeoisie vers la fin du Moyen Age – début de la Renaissance. Il y a, dans la mutation de la pensée économique et de la manière de vivre l'économie, une disparition, en quelques décennies, en un petit siècle, des références éthiques et morales que l'église catholique avait imposées à l'organisation sociale. C'était codifié sous le nom de « la bonne économie », je crois. Il y a eu un changement de valeurs, une détérioration du système de valeurs, dont la lecture et l'analyse sont de première importance pour tout

notre propos. J'ai lu cela il y a cinq ou six mois ; c'est un livre très fort, dont nous avons besoin aujourd'hui.

LE REcul DES VALEURS

A ces éléments-là, dans les causes du recul des valeurs, j'ajouterai la somme considérable des réactions de défense de chaque individu contre la domination sociale et l'insécurité qui guette, l'insécurité des rapports entre individus, l'insécurité par rapport à l'environnement et aussi – je ne sais pas s'il faut le dire comme cela, je ne pense pas que vous bondissiez sur vos chaises pour me sauter dessus et me massacrer, mais je tiens à le dire – maintien à distance de la guerre en Occident. On a plus tendance à se serrer les coudes, à se sentir solidaires et à réfléchir à ce qui nous unit, à ce qui nous rassemble, sous la menace. Donc, maintien à distance de la guerre en Occident par dissuasion nucléaire, ce qui ôte tout fondement traditionnel à l'attachement à la collectivité à laquelle on appartient ; on n'en a plus besoin.

Comment incorporer cet argument ? Comment oser le diffuser ? La réflexion est ouverte.

Voilà, en tout cas, un inventaire non exhaustif de certaines causes fortes à ce recul généralisé de nos valeurs traditionnelles.

Les effets sont innombrables sur la culture, sur l'économie et sur la politique.

Premier effet : la montée des intégrismes, religieux et politiques, intégrismes qui parviennent à remobiliser en offrant des refuges au sentiment de perte d'identité qui ont des conséquences fortement agressives : agression islamique, bien entendu, mais aussi une montée de l'intégrisme hébraïque en Israël qui est inquiétante. J'ai des amis qui en reviennent et qui ne reconnaissent plus leur propre pays.

La catholicité polonaise a des aspects qui sont fort ambivalents à cet égard et, si l'église fait partie de l'épine dorsale de la structuration démocratique de l'Amérique latine, cela peut se payer d'un certain prix dans l'évolution des critères sociaux et de la socialisation en général, notamment sur le plan, pour eux très important, des comportements par rapport à la démographie.

J'ai eu l'honneur, il n'y a pas très longtemps, d'être invité à une rencontre massive de centaines de milliers de jeunes des deux Allemagnes ; il y a un intégrisme protestant qui tourne au pacifisme, à la démilitarisation, quelles que soient les conditions, qui est un intégrisme qui ne manquera pas de nous poser des problèmes stratégiques et d'équilibre de la première gravité.

A contrario, dans les effets de tout ce mouvement, on constate un affaiblissement du militantisme progressiste et syndical, qui tentait d'assumer politiquement et de manière laïque – au sens complet du terme – les conditions de son temps, mais qui se heurte aujourd'hui au refus d'engagement des gens, des jeunes notamment, et qui rencontre en face de lui, non plus des groupes recherchant une identité commune, mais une société en réseaux d'activités multiples et entrecroisées, comme le montre la sociologie la plus contemporaine.

La famille, cellule sociale de base, survit plutôt pas mal ; c'est la seule qui survit comme forme de cohésion sociale, mais nous sommes en pleine évolution là aussi.

Autre effet de ce tassement, de cette régression des valeurs traditionnelles : le culte de la lutte individuelle et de la compétition économique comme des absolus vertueux, sans voir qu'il s'agit de moyens, alors même qu'apparaît le besoin, en France et en Europe, de redécouvrir le sens de l'intérêt collectif. Or, ce sens ne fait plus partie des systèmes de valeurs, au contraire.

Néanmoins, une partie de la jeunesse, aujourd'hui, vit avec ces deux tendances parfaitement contradictoires exprimées simultanément.

Autre conséquence de même nature : un désintérêt croissant vis-à-vis de la cause du Tiers monde. Il n'y a plus que quelques jeunes pour être soucieux de la faim dans le monde. On constate un pessimisme, une indifférence, une lassitude dans tous les systèmes responsables, qu'il s'agisse de décisions publiques ou d'entreprises, qui, je crois, contribuent à l'aggravation du problème.

Autre conséquence en politique : pragmatisme absolu autour du court terme, dès lors que la société paraît pouvoir s'autoréguler autour de valeurs pratiques, simples, et réunissant un consensus. Cette autorégulation est quelque chose qui nous a pris un peu à contre-pied, nous, socialistes. Que l'Etat ne soit plus le centre de tout, c'était d'ailleurs – et pas par hasard – la conclusion de Spinetta, mais au prix de quelle proportion d'exclus du système ? Vous avez terminé, d'ailleurs, sur les moyens d'éviter l'exclusion du système.

Dans cet inventaire des conséquences, j'ai cité ce qui me paraît essentiel. Vous avez vous-mêmes montré, dans les travaux précédents, comment tout cela s'enracine dans la vie quotidienne d'aujourd'hui.

DE LA SOLIDARITÉ A LA FRATERNITÉ

Cependant, je crois qu'on peut dire que de nouvelles valeurs émergent, et c'est le deuxième temps de ma réflexion.

Ces nouvelles valeurs, nous commençons à les apercevoir ; elles peuvent d'ailleurs garder les noms de liberté, de solidarité, de justice et de fraternité. Il n'y a pas d'inconvénient à garder les dénominations, mais il faut impérativement pouvoir formuler ce qui fera que, demain, ces mots ne soient pas vides de sens pour les générations montantes, c'est-à-dire qu'ils auront repris un sens et des applications, sinon toujours concrètes, du moins adaptées à nos formes sociales d'aujourd'hui.

Les références qui nous ont explosé au visage au cours du mois de décembre 1986, à propos de la révolte étudiante et lycéenne, étaient lourdes de valeurs sociales. C'était clair. Il y avait là-dedans une revendication d'équité, d'égalité, une autre de solidarité, une autre d'anti-racisme, une autre de laïcité. Tout cela y était.

Ces valeurs ne peuvent plus être fondées seulement sur des revendications quantitatives. C'est probablement l'aspect le plus porteur par rapport à la dérive que je décrivais tout à l'heure. Elles s'expriment fondamentalement par des revendications qualitatives. Il s'agit avant tout, pour chacun, d'exister comme un acteur de la vie collective et de ne pas en être exclu.

Un chercheur italien qui s'appelle Isorno a écrit : « Nos sociétés ont désormais moins besoin de produire de l'utilité que de produire de l'identité ».

Il y a d'ailleurs un propos analogue chez un homme qui était tout sauf un chercheur scientifique, qui s'appelait Saint-Exupéry, et qui a écrit des choses comparables.

L'identité, pour la tradition de gauche, est une notion un peu suspecte. Il faut néanmoins qu'on l'accepte et qu'on l'enregistre. Il nous faut la redécouvrir, la maîtriser, et les étudiants, là encore, nous ont mis sur la voie en revendiquant une identité sociale et culturelle partagée par tous.

Je pense, pour ma part, qu'il y a là une valeur centrale pour la gauche de demain.

Autrement dit, au-delà du partage de l'avoir, nous voici placés devant le défi de partager l'être. La décentralisation, la multiplication des relations contractuelles entre cellules sociales, entre groupes de même niveau ou de niveaux différents, sont peut-être les premières figures institutionnelles de ce partage de l'être social qui touche la qualité et non plus seulement la quantité.

Alors, bien sûr, si les nouvelles valeurs prennent cette forme, il est clair que la rénovation de notre système éducatif est la pièce centrale de l'effort nécessaire.

Si cette voie est, à l'évidence, très difficile à suivre, elle est claire dans son principe. L'école et l'université doivent pouvoir dépasser les contradictions qu'elles vivent et qu'ont soulignées certains sociologues.

L'éducation doit de nouveau produire une culture intégrant de plein pied la technique, avec les nouvelles activités, et en même temps elle doit demeurer un lieu par excellence de formation à la liberté et à l'émancipation.

Ces deux soucis peuvent-ils converger ?

Au fond, je n'en suis qu'à moitié sûr – comme vous, à l'évidence, au vu des réflexions que vous avez conduites. Et pourtant, il faut que l'on arrive à les faire converger. Sinon, nous ne serons pas présents dans le destin du monde de demain ; à cet égard, on n'a pas encore tiré assez de bénéfice d'un document important du Collège de France sur l'éducation et qui indique un peu la voie : transmettre à la fois la visée d'unité de la science et des technologies et la pluralité des cultures.

Ces nouvelles valeurs doivent aussi se traduire concrètement dans l'organisation économique. L'entreprise et les services publics doivent devenir des lieux où peuvent s'exprimer à la fois coopération et créativité.

En outre – et cela aussi résulte directement de vos travaux – il n'est plus possible de partager le seul emploi classique. Personne ne se fait d'illusions sur le retour au plein emploi dans des conditions de croissance comme celles que nous avons connues. C'est là, d'ailleurs, qu'il y a rupture. Il faut passer de la notion d'emploi à la notion d'activité considérée sur toute une vie et intégrant aussi les périodes de formation. L'activité entendue ainsi, nous pouvons concevoir pour elle une expansion autour d'une production matérielle largement automatisée : activités créatrices, formules associatives, activités de services, etc. C'est pourquoi, même en politique pratique, je préfère parler, plutôt que de réduction du temps de travail – qui n'évoque pas l'élan nécessaire – de partage de l'activité, formule plus porteuse. Cette formule permet à chacun d'espérer trouver son insertion dans le mouvement de la société.

D'une certaine façon, à travers tout cela, on découvre un nouveau sens au mot « solidarité », qui est une version pudique de celui qui est inscrit au fronton de nos mairies, c'est-à-dire « fraternité ».

CRISE OU RENOUVEAU DE L'OCCIDENT

Ma conclusion rapide, après tout cela : y a-t-il crise de l'Occident ou renouveau de ses apports ?

Le dernier de vos documents – c'est celui que j'ai le moins parcouru, j'ai plus travaillé sur le premier – en traite. J'y ai vu que, si vous confirmez cette crise historique, vous tentez aussi de distinguer des issues. Pour ma part, je crois que nos vertus propres ont toujours un rôle essentiel à remplir, à condition de les transformer par les adaptations qui sont en cours, que je viens d'évoquer. Je pense d'abord que notre crise européenne vient de ce que nous ne sommes plus hégémoniques. D'autres sociétés nous concurrencent sur des plans tout à fait divers : le Japon, sur un plan, les pays arabes sur un autre, bientôt la Chine... le Brésil déjà.

L'Occident n'a pas vu cela ; ou, s'il l'a vu, il n'en a pas encore accepté l'idée. Nous n'avons pas à nous plaindre de ce défi, de ce challenge, cela n'a pas de sens. La technoscience a beau uniformiser l'économie mondiale, les sociétés, elles, demeurent différentes. D'abord, sans doute, la japonaise, qui est l'une des plus uni-ethniques, des plus uni-culturelles, l'une des moins brassées de toute l'histoire, l'une des plus inquiétantes sans doute et des plus imperméables à un vrai frottement culturel avec les autres.

En tout cas, ces cultures, ces sociétés resteront différentes. Cette diversité peut être une chance, qui doit nous faire méditer sur notre confiance dans la raison universelle. Une allusion à la société indienne montre les limites de

cette référence à la raison universelle, mais je pense aussi que notre conception de la liberté restera un modèle. Elle est d'ailleurs la langue de référence de l'humanité ; on ne parle que de droits de l'homme dans des termes occidentaux à l'O.N.U., les autres étant obligés de se conformer à l'écriture de ce langage commun. Le peu de droit international qui existe s'est formé d'après nos critères, nos valeurs et notre vocabulaire, ce qui est déjà un élément d'entrée en dialogue avec d'autres cultures, même si nous n'en sommes qu'aux balbutiements de cette référence.

Cette conception de la liberté restera donc un modèle, si nous savons la concilier avec les coopérations et l'efficacité collective parce qu'elle est une source inépuisable de création et d'invention.

L'Europe reste et peut rester à bien des égards le principal ferment de l'invention culturelle et même scientifique de demain.

Crise de l'Occident... mutation plutôt et, comme toute mutation, elle peut donner lieu à une renaissance.

Les germes, j'en suis convaincu, sont déjà visibles pour peu que l'on cherche à les distinguer, à les cultiver, ce qui est la tâche notamment de ceux qui ont la charge d'un pays et d'un Etat, même si la mode est à dire que cette tâche doit échapper à leurs responsabilités.

J'en ai terminé et je finis donc sur de la perplexité.

Adrien SPINETTA : Merci pour ce remarquable exposé introductif, qui ouvre un débat qui sera, j'en suis sûr, passionnant.

Pour reprendre votre expression, je pense qu'il y a en effet de quoi être terrorisé. Quand nous disons qu'il faut contribuer à la réponse au défi obsédant du chômage, c'est le signe que nous restons concrets, qu'il y a des choses possibles à faire, même si elles ne doivent pas conduire dans l'immédiat à la suppression du chômage. Le souci, qui est le nôtre, de présenter des mesures structurelles et financières, pour commencer à enrayer un processus d'exclusion sociale qui est très inquiétant et qui peut contribuer au basculement vers une société d'autorité, est, je crois, une position rationnelle et concrète.

Michel ROCARD : Méthodologiquement, d'accord.

Adrien SPINETTA : ...mais qui doit s'inspirer de méthodes qui tranchent avec ce que fait la société qui est en place.

Michel ROCARD : Rester concret dans le court terme de la mise en pratique.

Adrien SPINETTA : Dans ces mesures structurelles figureront des germes qui seront insérés pour provoquer sans contrainte une évolution des comportements.

Michel ROCARD : Méfiez-vous ! Si vous me mettez trop en appétit, je vais avoir besoin de vous !

Adrien SPINETTA : Le débat est ouvert et je donne la parole à Jacques Robin.

Jacques ROBIN : J'ai des complicités anciennes avec Michel Rocard, aussi je me trouve assez d'accord sur son tableau d'approche de la crise. Toutefois mes réflexions m'ont conduit sur des conclusions assez différentes des siennes.

Mes remarques seront faites dans le double souci de souligner, d'une part, des points qui m'apparaissent importants, et de dégager, d'autre part, la manière dont ton action politique actuelle est perçue dans divers milieux que je côtoie, industriels, scientifiques et culturels.

J'ai l'impression qu'à fin septembre 1987, beaucoup de gens auraient souhaité que ton discours ouvre davantage la porte à ce que tu as appelé tout à l'heure un « projet ».

Tu as suffisamment montré, depuis 1981 et avant, ton souci de gestion : tu es assez connu dans ce domaine pour que beaucoup te fassent confiance. Mais on ne voit plus la pertinence de ton projet avec celui qui mobiliserait avec

une certaine générosité et par la-même une certaine espérance.

LA RÉALITÉ DE LA MUTATION TECHNOLOGIQUE

J'essaierais d'abord de faire passer le message suivant près de toi : je crois profondément qu'avec les technologies de l'information et de la commande (en ne séparant pas ces deux mots) qui recouvrent l'informatique, la robotique, les télécommunications et les bio-technologies, nous sommes en présence **d'une nouvelle nature du progrès technique** par rapport à tout ce que les hommes ont connu depuis les débuts du néolithique, ou, pour le dire autrement, pendant toute l'ère énergétique dans laquelle nous voici encore plongés.

La nature du progrès technique est tout à fait différente, non seulement parce que ces technologies sont peu consommatrices d'énergie, mais parce que, effectivement, pour la première fois, les hommes s'intéressent aux « choses » et manipulent les « objets » par des codes, par des signaux, des mémoires et des langages, au lieu de les manipuler par la seule force physique.

Les hommes politiques ont de la peine à assimiler qu'il ne s'agit pas là d'une « troisième révolution industrielle ». Il existe en fait une réelle « mutation » technologique. Pour l'instant, on la plaque sur la société industrielle. Quand Jean Boissonnat écrit : « Nous sommes entre deux âges, entre deux époques de l'industrialisation », je considère son énoncé comme erroné. Nous sommes dans une période de mutation qui va nous conduire, non pas à une société post-industrielle – qui voudrait dire qu'il n'y a plus d'industrie – mais à une autre ère (de même que la société industrielle n'a pas détruit l'agriculture).

Jean Voge a très bien montré quel est le prix à payer quand on se contente de plaquer ces nouvelles technologies sur le processus de production traditionnel. On aboutit alors à des frais d'organisation considérables, ce qui explique en partie pourquoi, à mon avis, l'Occident est en train de se planter sur le plan économique.

Pour mieux le faire comprendre, voici une anecdote instructive : un riche paysan des années 1907 ou 1908, qui a fait de bonnes récoltes, va à la foire et voit une automobile dans laquelle on est bien assis, dont le klaxon fonctionne à merveille. Il dit : « Mes récoltes ont été bonnes, livrez-la moi ». On la lui livre et il revient trois semaines après, disant à celui qui la lui a vendue : « Je me suis assis dedans, je suis beaucoup mieux qu'avant ; je klaxonne, on m'entend mieux, mais le cheval auquel je l'ai attelée trouve que c'est trop lourd ». C'est ainsi qu'on utilise l'informatisation et la robotisation, sans réfléchir sur les finalités de l'économie.

Dans ce même chapitre, je voudrais insister sur le rôle des biotechnologies qui sont aussi des technologies de l'information et de la commande : une enzyme de restriction agit exactement comme un robot, et une transformation de semences, c'est une introduction d'informations. Ces biotechnologies débouchent à peine, dans les industries de la santé, en posant déjà, comme tu l'as dit, une vague de problèmes éthiques et pratiques majeurs. Mais ce n'est qu'un début. C'est dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, que tu as récemment bien connus comme ministre, qu'elles vont déboucher sur les transformations décisives : dans les dix ans qui viennent elles bouleverseront la production des protéines, des céréales, mais aussi celles de la viande, du vin, du lait... Les effets seront considérables, aussi considérables que l'informatisation dans les banques et les assurances.

Gérard FUCHS : Avec de nouveaux produits ?

Jacques ROBIN : Oui, avec de nouveaux produits : les nouveaux légumes, la nouvelle pomme de terre, les nouveaux vins, etc. Cela va bouleverser les marchés.

Dans un délai que l'on peut estimer à cinq ans, les gros

secteurs de l'industrie chimique, comme l'éthanol, etc., risquent d'être bouleversés par les progrès foudroyants apportés par une communauté scientifique et technique internationale qui ne cesse de produire des innovations.

Une productivité nouvelle due aux technologies informationnelles est en train de faire irruption souvent de manière brutale, et les circuits financiers et monétaires sont incapables d'en collecter les fruits.

Pour en revenir aux biotechnologies, soulignons aussi l'approche explosive sur la fécondation in vitro et demain sur le génome. Les Américains et les Japonais dépensent des sommes colossales, contrôlées par l'académie des sciences américaine, pour faire la carte du génome humain. Elle sera acquise dans cinq ans et posera les plus redoutables problèmes éthiques aux humains.

Pourquoi les choses vont-elles aussi vite ? Parce que, dans le fond, en biotechnologie, la miniaturisation est déjà faite ; elle n'a pas eu besoin de passer par le stade où est passée l'informatique. Si l'on considère que les percées en recherche fondamentale biologique datent des années 50 à 70, les applications ont commencé à partir de 1975, beaucoup plus vite que dans l'informatique, parce qu'on n'a pas eu besoin de miniaturiser.

LES RUPTURES CULTURELLES

J'en viens maintenant rapidement à la question des ruptures culturelles et aux valeurs. Je te signale un livre qui s'appelle « La machine Univers » (1). C'est un remarquable livre sur l'informatisation de la vie privée et publique.

Son idée générale, c'est que nous sommes arrivés à une nouvelle rationalisation, avec le fait que le calcul est en train de prendre la place du langage (le langage étant compris comme vision du monde).

Il est intéressant et important de constater que nous assistons à quelque chose qui est très difficile à prendre en compte par l'humanité. Pour la première fois, on s'aperçoit que les « valeurs transcendantes » ne collent plus avec le développement. Or, l'Occident a toujours été fasciné par la transcendance ; on a toujours voulu marcher avec des valeurs qui nous étaient données, qui nous étaient révélées, que ce soit la religion, la patrie, la lutte des classes, etc. Cette recherche de transcendance a été saisie par la religion et par la science dans le but de maîtriser la nature, de la domestiquer.

En Orient, on pratique à l'opposé une « immanence passive » avec toutes les variétés que tu as signalées. La plus inquiétante est évidemment la variété japonaise. A Tsoukoubou, les scientifiques japonais ont dit aux scientifiques européens et américains : « Vous avez fini votre étape ; maintenant, nous récupérons vos technologies pour les appliquer à notre Ki, à notre force intérieure et en faisant de la science une valeur nationale japonaise ».

Or, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, je dirais à la fin de la préhistoire où nous parvenons, on pourrait, à l'aide des connaissances apprises scientifiques, religieuses, sensibles, poétiques, artistiques, évoluer vers une « immanence active », si on le veut, mais relativement, sans achèvement, avec toujours une instabilité renouvelée. On débouche alors sur des « valeurs apprises » et non plus des valeurs révélées. Par exemple, on peut valoriser non plus du travail, mais l'activité ; l'effort, mais non plus la douleur... Sommes-nous donc à ce changement d'ère où les normes-valeurs issues d'une immanence active peuvent devenir transcendantales pendant un temps toujours relatif et aussi en question pour la société ?

Michel ROCARD : Tu es toujours d'un optimisme aussi impavide !

Jacques ROBIN : Ce n'est pas de l'optimisme. Cela nous est donné comme une issue, mais hélas il est d'autres bifurcations possibles pour l'humanité, sans doute plus probables. On ne peut pas éliminer l'éventualité d'issues catastrophiques. En dehors de l'hiver nucléaire, les 170.000 tonnes de produits chimiques hyper-toxiques au milligramme stockées par les grandes nations sont une issue vers une guerre bactériologique et chimique. La France a, par un arrêté du ministère de la Défense, en janvier dernier, pris la décision de stocker aussi des armes bactériologiques et chimiques « parce qu'on ne pouvait pas faire autrement ». Cela n'a même pas été débattu au Parlement.

Gérard FUCHS : Implicitement, à travers le débat sur la programmation, on a senti que le débat était ouvert, mais intellectuellement, pas concrètement.

Jacques ROBIN : Revenons aux valeurs : quand Michel Rocard parle du partage de l'être et de l'avoir, il devrait ne pas utiliser le même terme. Je m'explique : quand tu partages avec moi un morceau de pain, tu repars avec un bout et moi un autre. S'il s'agit d'une information ou d'une idée, nous repartons chacun avec l'ensemble.

Michel ROCARD : Et elle n'est pas amputée.

Jacques ROBIN : Ce n'est donc pas le mot « partage » qu'il faut utiliser. L'être ne se partage pas. Il se met en commun. On pourrait dire « mise en commun ».

Voilà quelques-unes de mes réactions. Je suis tout à fait d'accord sur le fait que, dans le moyen terme, l'Europe représente un lieu de grande importance, mais est-ce que ce grand marché de 1992 dont on nous rebat les oreilles aura une autre perspective que la seule construction d'une plateforme économique de compétitivité ? Est-ce qu'on essaiera d'y faire naître aussi « un espace social et culturel » ? Est-ce le départ vers un autre art de vivre ? Bien entendu, une Europe ouverte sur le monde et particulièrement le Tiers monde...

Dernier point, que je ne fais qu'effleurer : il faut se méfier de la notion de revenu minimum garanti, si elle n'est pas le début d'un retournement économique qui ouvre la porte à ce que nous avons appelé ici – et que nous appellerons de plus en plus – le « chèque technologique » : des enquêtes sont en cours sur la saisie d'une productivité liée aux incassables connaissances dues à la communauté scientifique et technique internationale. Une répartition à tous les citoyens d'un « chèque technologique » marquerait le début de la « distribution des richesses » et la fin du système industriel marchand qui n'a plus de sens. Les ethnologues et les sociologues s'accordent à dire que c'est le stockage des richesses et des biens qui a fondé les villages et non pas l'inverse ; puis sont venus alors les dieux, les rois, l'État et la volonté de puissance qui s'est développé au premier rang en Occident. Donc, la « mise en commun » d'un certain nombre de richesses bouleverserait la situation. Le « revenu minimum garanti » ne peut être qu'une mesure transitoire et nécessaire pour les plus pauvres ; mais il nous faut ouvrir la porte en même temps à quelque chose d'autre, du type chèque technologique dans une économie enfin mise au service des hommes.

Adrien SPINETTA : Je te fais observer que cela existe déjà ; c'est l'allocation spécifique de solidarité, qui intéresse environ 270.000 personnes aujourd'hui et qui a d'ailleurs, je le rappelle, été créée par le gouvernement Fabius.

René PASSET : J'aurais envie de foncer dans la voie qu'Adrien Spinetta vient d'ouvrir, mais je pense que la question mérite un débat particulier et je ne vais donc pas l'engager ici.

LA GAUCHE A BESOIN D'UNE LECTURE DE L'HISTOIRE

Je rejoins tout de suite ce que tu disais Michel en commentant, à savoir qu'au fond la gauche a besoin d'un éclairage long et d'une lecture de l'histoire. Situer le présent par rapport au passé, mais aussi par rapport aux émergences possibles de l'avenir, c'est incontestablement ce qui la différencie de la droite. Si, en effet, le discours de l'efficacité économique à court terme n'est guère différent à gauche et à droite, c'est que les problèmes techniques ou économiques sont tellement pressants, et les contraintes tellement étroites, que les choix responsables apparaissent limités. Les mots changent sans doute, mais si l'on s'en tient à la perspective courte on éprouve quelque difficulté à convaincre le public qu'il y a une différence fondamentale entre par exemple « l'austérité » de droite et la « rigueur » socialiste. J'ai un peu souffert, pendant les années où nos amis étaient au pouvoir, de constater que, sous la pression du quotidien, la différenciation n'était guère approfondie.

Cependant les choses changent radicalement selon qu'on présente une situation comme la conséquence inéluctable de mécanismes économiques considérés comme des fins en soi ou qu'on l'inscrit dans la perspective d'une société en mutation où quelque chose s'achève et quelque chose se reconstruit.

La rigueur n'est que le moyen de construire l'avenir. Lorsque l'importance des mutations technologiques impose une transformation profonde du capital productif nous nous trouvons dans une situation à certains points de vue comparable à celle des premiers temps du capitalisme où il fallait dégager des excédents indispensables à la réalisation de « l'accumulation primitive ». Lorsque, comme ce fut le cas de 1973-74 à 1983-84, la totalité des accroissements du produit national se trouve absorbée par l'augmentation de la consommation des ménages, il ne reste rien pour la transformation de l'appareil productif. C'est là, dans l'indispensable préparation de l'avenir, que la rigueur trouve son sens.

Nous socialistes serions d'autant plus coupables de ne pas tenir ce langage que, pour la première fois depuis longtemps, nous voyons émerger la vision d'une économie en relation avec une vision cosmique et avec une sociologie. Aujourd'hui, nous découvrons que le monde de Newton n'est qu'un aspect d'un monde plus vaste et dont l'analyse nous fait accéder à une autre vision du monde, de la place que l'homme occupe dans l'histoire et du rôle qu'il y joue : un homme non plus entièrement déterminé par un courant qui l'emporterait mais susceptible, à certains nœuds critiques où les forces s'équilibrent, d'orienter le cours de sa propre évolution. Il y a dans cette conception quelque chose que je crois très authentiquement socialiste.

Sur un autre plan j'aurais tendance à dire, comme tu le faisais tout à l'heure, que les nouvelles technologies sont là, que cela nous plaise ou non, et que les refuser nous condamnerait à être technologiquement dépendants. Mais on peut voir aussi ces technologies sous l'aspect positif des perspectives qu'elles offrent aux sociétés de l'avenir. On sait par exemple que tout en exigeant, dans de nombreux cas, une concentration internationale des moyens, elles appellent des structures en réseaux et la multiplication d'unités de petites et moyennes dimensions. Ainsi la grande entreprise, nationale ou multinationale, se déconcentre-t-elle en de multiples unités à échelle plus réduite. En même temps, les petites et moyennes entreprises ont révélé, à l'occasion de la crise, une capacité de résistance étonnante ; elles ont apparu comme des lieux d'innovation et de création d'emplois.

Cela ne règle pas le problème du pouvoir. Mais n'est-il pas réconfortant de constater qu'un certain modèle de déve-

loppement concentré et à base matérielle semble épuiser ses effets cependant qu'apparaissent comme on en a souvent discuté ici d'autres formes de croissance dont les moteurs se situent dans le champ de l'immatériel : la recherche, la formation, l'organisation...

Dégager les grandes perspectives d'un monde qui se construit, cela aussi est une perspective typiquement socialiste.

Cette mutation s'accompagne d'un changement dans les mécanismes régulateurs des systèmes et donc dans la logique qui gouverne leur évolution. Je dis souvent que Ricardo et Keynes, disant le contraire l'un et l'autre en des temps différents, peuvent avoir raison l'un de l'autre et que nous pouvons très bien nous opposer aux deux sans avoir nécessairement tort. Je veux dire que lorsque certains niveaux de vie sont dépassés nous ne sommes plus en économie classique ou néo-classique et que lorsque les besoins de consommation durables commencent à être saturés nous sortons de l'économie keynésienne. Les économistes – et les politiques – cherchent les remèdes à ce qu'ils appellent la crise dans l'arsenal d'un passé qui ne correspond plus à la réalité présente. Notre tâche est donc aussi de chercher les instruments de pilotage d'une économie qui n'entre pas dans les schémas traditionnels. La relance par les prix ou par la consommation reste impuissante, devant la paralysie d'appareils productifs qui se sont auto-asphyxiés sous le poids de leur propre complexité. Le remède semble devoir être structurel plus qu'emprunté à l'arsenal des mesures conjoncturelles. Les libéraux qui croient au caractère spontanément bénéfique des automatismes du marché n'ont guère à se torturer sur ce point. Nous, socialistes, sommes affrontés à d'autres exigences.

Disons enfin que la gestion de l'économie, lorsque cette dernière menace la reproduction du milieu naturel, ne peut s'effectuer sans une prise en compte explicite de ce dernier. Le champ de réflexion du socialisme, déjà étendu de l'économique au social, doit aujourd'hui tenter d'appréhender la biosphère.

Ne faisant guère confiance à la spontanéité des marchés et croyant plus aux vertus du volontarisme, nous savons qu'il n'y a pas de gestion « neutre » comme le prétendent les libéraux, que toute option repose en dernier ressort sur un système de valeurs.

Dans la mesure où nous débordons ici le domaine du démontrable et du réfutable pour entrer dans celui des convictions qui nous engagent tout entier sans pouvoir être imposés aux autres – contrairement à ce qu'impliquent les pensées dogmatiques – il y a là une invitation au respect d'autrui, à l'ouverture et au dialogue.

Je ne suis pas certain que tous les systèmes de pensée débouchent aussi clairement sur une telle exigence.

Jacques DUBOIS : Je voudrais faire quelques remarques ponctuelles, comme à mon habitude, en m'excusant auprès de ceux qui les ont déjà entendues.

Ces remarques, que je fais pour amender les analyses auxquelles je souscris dans l'ensemble, sont de trois ordres. Je parle en praticien et je précise, pour Michel Rocard, que j'ai été directeur de l'Institut Technique des Salaires et que, pendant trente ans, je suis intervenu dans, à peu près, 1.200 entreprises différentes. Je suis donc un homme de terrain ; je ne me place pas au niveau de la recherche et de la pensée scientifique.

Première remarque : La manipulation des langages et des signaux dont a parlé Jacques Robin m'apparaît actuellement plutôt médiocre dans son concret journalistique, ce qui réduit singulièrement son impact. Quand on voit la manière dont l'informatique est utilisée à la Sécurité Sociale, dans la gestion des entreprises ou pour les études commerciales, cela donne une très mauvaise image des moyens modernes d'information. Car on en sort des conclusions ou qui vont de soi ou qui sont tellement fades qu'elles ne présentent guère d'intérêt, ou encore qui comportent des erreurs telles que leur utilisation pratique est très contestable.

Deuxième remarque : L'insatisfaction des besoins quanti-

tatifs, qu'ils soient matériels ou de loisirs, reste énorme. J'ai essayé une appréciation : si l'on voulait étendre un niveau de vie, correspondant à 200.000 Francs de 1986 de produit intérieur brut moyen par personne – ce qui n'est pas extraordinaire et correspond simplement à la manière de vivre d'un cadre non dirigeant ou supérieur – cela exigerait, sur le plan de l'ensemble du monde, de multiplier l'activité mondiale par 15,5 ; pour l'étendre à toute la population des seuls pays développés il faudrait multiplier l'activité de ceux-ci par 3.

Troisième remarque : Je m'élèverai encore une fois contre la vision que je considère fautive de la productivité réduite à la seule évolution du coût du travail.

L'expression réelle de la productivité – j'ai abordé ce problème dans les années 50 – ne peut pas être limitée au travail. Elle comprend entre autres l'évolution du produit, l'évolution du procédé, le respect d'une qualité évolutive, le respect du délai, l'emploi des matières, de l'énergie, du matériel, aspects qui deviennent maintenant primordiaux. Je n'ai pas de réticences sur le fait de mesurer la productivité dans des entreprises de pointe, comme Roussel - UCLAF, que je connais bien, puisque j'y ai lancé les premières mesures de productivité en 1951.

Mais je récuse la possibilité de généralisation des mesures de productivité. Je dis que la productivité n'est pas mesurable partout et de loin. D'où la déviation que l'on constate, d'exprimer la productivité par la prospérité, c'est-à-dire par le résultat de l'entreprise, alors qu'en fait la productivité est une des composantes de la prospérité, mais non la seule.

Jean-Cyril SPINETTA : Je voudrais partir d'une des conclusions de Michel Rocard à la fin de son exposé, à savoir qu'apparaissent peut-être des formes institutionnelles de nouvelles valeurs qui sont décentralisation et contractualisation.

Je prendrai deux thèses de décentralisation et de contractualisation appliquées au secteur des relations sociales et professionnelles. En effet, il me semble que, dans un débat maintenant un peu ancien, qui remonte à une dizaine d'années, sur le rôle de la loi et du contractuel et sur les niveaux auxquels doivent se tenir les négociations, le débat tel qu'il se développe dans l'opinion, à travers les différends qui les expriment, ne paraît souvent à côté des véritables enjeux de cette discussion.

Je crois d'abord – et je ne dis pas cela pour Michel Rocard ni pour ceux qui sont ici – qu'on a un peu trop tendance à oublier que notre droit social – et, au-delà, le système de relations professionnelles – remplit dans notre société deux fonctions essentielles.

D'abord, c'est un élément fondamental du pacte social et de la paix civile. Si l'on renonce à certaines des cohérences de solidarité aujourd'hui existantes, il faudra bien se préoccuper de rétablir un jour d'autres zones de consensus. Or, lorsqu'on propose de mettre à bas tout un édifice lentement et laborieusement établi depuis un siècle d'histoire politique et sociale, je vois mal apparaître les zones nouvelles de consensus qui viendraient en substitut de ce pacte social et de cette paix civile qu'assure le système de relations professionnelles.

Ensuite, on pense que le système de relations sociales ou professionnelles est un droit dérivé, un droit secondaire, un droit subalterne. On oublie qu'en réalité il est partie intégrante de notre modèle de développement et de choix, et je pense que c'est le mérite des économistes d'avoir mis l'accent sur cette fonction fondamentale.

Que nous dit-on, et le débat, aujourd'hui, repose sur quels thèmes ?

On invoque le pouvoir réglementaire, le pouvoir étatique, le pouvoir de fixation par l'administration ou par l'Etat de règles à la contractualisation. Je crois que ce débat est faux, parce que les règles, les normes qui s'appliquent en droit social, qu'elles soient issues du contractuel – niveau interprofessionnel ou niveau de branche – ou qu'elles soient issues de l'Etat, sont des normes qui sont d'appli-

tion générale et de portée obligatoire pour les entreprises auxquelles elles s'appliquent, toutes les entreprises, qu'il s'agisse d'accords interprofessionnels ou d'accords de branche.

LES MENACES SUR LA LÉGISLATION SOCIALE

Je suis évidemment favorable à ce que les normes qui sont élaborées émanent d'une discussion entre les partenaires sociaux plutôt que de l'Etat, mais il ne me semble pas qu'aujourd'hui ce soit le thème du débat.

Quel est le débat qui est posé ?

Il est celui de savoir si l'on pourra, par des accords d'entreprise, déroger à des règles définissant des statuts salariaux minima qui s'appliquent à tous les salariés ou à ceux d'une profession.

Le patronat fait preuve d'une certaine habileté, et certains de nos amis – et moi-même – ont parfois été un peu trop sensibles aux accents déchirants que le patronat mettait pour dénoncer la bureaucratie envahissante, les règles tatillonnes et paralysantes. En réalité, ce qu'il y a derrière ce débat, c'est bien la répartition des rôles, des statuts et du pouvoir. Il s'agit de fixer des normes aux différentes formes d'organisation.

Ce que recherche le patronat – il faut en être conscient – c'est d'obtenir un renversement complet d'un siècle de notre histoire sociale qui consiste à dire : il n'y a plus une cascade d'accords qui va de l'accord interprofessionnel à l'accord de branche en passant par l'accord d'entreprise, avec une règle absolue qui n'a jamais été démentie depuis un siècle d'histoire sociale, accords qui vont toujours vers un mieux-être social. On peut déroger dans un accord d'entreprise à un accord de branche, dans un accord de branche à un accord interprofessionnel, mais en faisant mieux que ce que prévoit le statut salarial minimum.

Ce que cherche le patronat, et ce qu'il est en train d'obtenir à travers toute une série de négociations interprofessionnelles ou d'interventions de la puissance publique, c'est que le pouvoir de fixer la norme en matière sociale se situe au plus près de la réalité économique – c'est ce qu'il dit pour le vendre de manière convenable –, se situe dans l'entreprise. Le véritable débat posé est celui de l'uniformité ou d'une certaine diffusion d'un statut social minimum, d'un statut salarial minimum, ou bien, au contraire, d'un émiettement des statuts sociaux à travers la généralisation des dérogations aux accords d'entreprise.

Je crois que le scénario le plus probable est malheureusement celui-là, avec un statut social minimum défini soit par la loi, soit par des accords interprofessionnels, ce qui, en fait, sur le plan de la norme juridique, revient exactement au même, et avec un extraordinaire émiettement des statuts sociaux et corporatifs.

Je voudrais attirer l'attention sur un point très précis : aujourd'hui, ce qui domine – et je crois que tous les économistes y réfléchissent – c'est la préoccupation de mobilité. Il y a là une formidable contradiction. Comment peut-on imaginer une société dans laquelle la mobilité serait érigée comme un principe de fonctionnement, avec un émiettement des statuts sociaux et avec des corporatismes de clientélisme d'entreprise qui se dressent un peu à la carte, en fonction des besoins des entreprises ?

Aujourd'hui, il faut savoir qu'en ce qui concerne les protections collectives, 62 % des salariés ne bénéficient que d'une protection conventionnelle de branche, 3 % seulement d'une protection conventionnelle d'entreprise et environ 30 % d'une protection croisée qui est conventionnelle de branche et conventionnelle d'entreprise. On a donc une cascade d'accords entre le niveau de la branche et celui de l'entreprise.

Je voudrais dire aussi que la République Fédérale d'Allemagne, qui n'a pas à rougir vis-à-vis de la France de ses

performances économiques – c'est le moins que l'on puisse dire – a, en matière de décentralisation, une tradition différente de celle de la France et fait du niveau de la branche le niveau exclusif – je dis bien exclusif – de la négociation contractuelle pour l'évolution des droits sociaux, des salaires et des rapports sociaux.

Jacques DUBOIS : Si tu me permets de t'interrompre quinze secondes : en tant qu'expert auprès de la Cour d'Appel de Paris sur les litiges salariaux depuis vingt ans, je suis effaré, à l'heure actuelle, de la dégradation de l'application du Code du Travail.

Jean-Cyril SPINETTA : Je terminerai sur le modèle de développement, où je crois que le rôle du politique peut être fondamental.

Dans les scénarios de sortie de crise, beaucoup d'hypothèses sont possibles ; on oublie trop souvent le modèle de développement social, qui peut permettre l'émergence d'un scénario de sortie de crise ou d'amélioration significative. Je crois qu'en France, compte tenu de la situation et du rôle de la France dans les milieux internationaux du travail, l'un des choix qui doivent être faits de manière impérative est celui d'une meilleure spécialisation sur les produits à haute valeur ajoutée.

VERS UNE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ?

J'ai aimé l'anecdote de la voiture de Jacques Robin, que j'avais déjà entendue. Je crois en effet qu'aujourd'hui, l'un des grands drames des entreprises françaises c'est qu'il n'y a aucune réflexion sur un véritable mouvement vers la démocratie économique, vers une organisation productive différente, et qu'on plaque sur des modèles complètement dépassés des moyens nouveaux de production. On ne pense pas à revoir l'organisation productive.

Il y a un point fondamental qui émerge aujourd'hui, c'est que l'intervention humaine redevient – c'est un sujet d'espoir – essentielle dans le processus de production. L'intervention de l'homme ou des hommes en équipe redevient quelque chose d'essentiel dans le processus de production. C'est là-dessus que pèchent énormément les entreprises françaises.

Il me semble indispensable pour les politiques, en liaison avec les partenaires sociaux, de réfléchir à des articulations de négociation, pas seulement sur des problèmes de contingence, mais sur des problèmes d'avenir, qui fassent de la branche industrielle, comme en Allemagne, un lieu de compétitivité et de développement, qui fixent des statuts et des règles minimales applicables à l'ensemble des entreprises. L'accord d'entreprise ne doit pas devenir, comme c'est déjà le cas depuis quelques années, un endroit de dérogation à des normes minimales, mais un endroit de discussion sur l'organisation productive, avec un mouvement vers une véritable démocratie économique.

Je suis parfois inquiet devant les dérives que je constate de la part de la droite et même parfois de certains de nos amis. A cet égard, je connais mal – et même pas du tout – le projet débattu par le Parti socialiste récemment, mais j'ai cru comprendre qu'il ne mettait pas au cœur du problème la démocratie syndicale. Je crois qu'un projet de gauche qui, aujourd'hui, ne poserait pas comme exigence centrale une réflexion sur la démocratie syndicale et le rôle des syndicats, serait un projet boiteux.

Albert GAZIER : Tout ce qui vient d'être dit revêt une très grande importance. Nous sommes victimes d'une certaine contradiction : il était bon de réhabiliter l'entreprise ; elle avait été trop souvent considérée comme une ennemie. Nous avons eu raison de faire comprendre que ce qui est bon pour l'entreprise n'est pas forcément mauvais pour les salariés qui y travaillent. Ce n'était pas très facile, mais il fallait le faire.

Si l'entreprise est souvent un lieu de création de richesses

et d'innovations, il n'empêche que, dans les rapports entre les salariés et leur patron, c'est un endroit de tensions et de conflits sans grande liberté. Le salarié n'est pas libre dans son entreprise. Dans une maison de 50 personnes, par exemple, il peut être facile au patron d'obtenir une majorité, dans un vote à bulletins secrets, pour des dérogations formidables au Code du travail, par des menaces ou par des avantages plus ou moins fallacieux.

L'endroit d'application de la législation, de la négociation, et surtout de son progrès contractuel, c'est la branche d'activité. Malheureusement, la branche d'activité a été négligée depuis quarante ans et plus. Il n'y a pas d'organisation structurée à compétence économique et sociale au niveau de la branche. C'est une lacune bien regrettable.

Deuxième point sur lequel je voudrais intervenir : actuellement, on assiste à une poussée considérable, et souvent victorieuse, dans le sens d'une très grave détérioration du droit de grève. C'est un peu notre faute. La Constitution reconnaît le droit de grève « dans le cadre des lois qui la réglementent ». Or, en dehors du préavis de grève dans le secteur public et de quelques cas particuliers, il n'y a pas de règlement. La nature sociale, comme la nature tout court, a horreur du vide. Ce vide législatif, actuellement, tend à être comblé par les tribunaux. On assiste à l'élaboration d'une organisation du droit de grève dans un sens très restrictif par la voie de la jurisprudence et ce n'est pas bon. On voit (ce qui n'existait pas il y a dix ans) des tribunaux déclarer de plus en plus souvent que des revendications qui sont à l'origine de grèves ne sont pas sérieuses, ou bien qu'elles n'ont pas été déposées suffisamment à l'avance pour pouvoir être étudiées par le patronat et que, dans ces conditions, la grève est « illégitime ».

Les tribunaux, de plus en plus souvent, condamnent les syndicats qui auraient déclenché ou toléré des grèves soi-disant illicites ; il leur arrive aussi de sanctionner sévèrement les syndiqués eux-mêmes.

Cela continuera et s'aggraverait si le législateur n'intervient pas. Il lui faudra un certain courage car réglementation suppose limitation.

Dans quelques secteurs publics ou privés, un préavis est sans doute nécessaire pour éviter des gênes excessives aux usagers mais ce préavis doit être très court.

D'autre part, le problème des « grèves bouchon » permettant à une minorité de paralyser tout un service ou une entreprise d'intérêt général doit être sérieusement étudié avec les organisations syndicales soucieuses d'éviter l'impopularité.

Jean-Cyril SPINETTA : Pour illustrer ton propos, je vais vous lire deux décisions de la Cour de Cassation.

En date du 25 juin 1987, la Cour de Cassation a considéré comme une faute lourde, justifiant le licenciement d'un salarié, la participation à une grève illicite, même si lui-même n'a pas pris part aux faits susceptibles de rendre la grève illicite. Cela veut dire que, demain, lorsqu'il y aura une grève dans une entreprise, légitime, licite, s'il y a, à un moment, des bagarres, le simple fait pour un salarié de bonne foi d'avoir participé à cette grève, licite au début, devenue illicite selon la jurisprudence, peut justifier son licenciement.

Encore plus effarante est une autre décision de cassation sociale, en date du 19 juin 1987, qui a refusé la désignation d'un délégué syndical dans une entreprise, au motif que le syndicat n'avait pas communiqué à l'employeur les noms des salariés adhérant au syndicat dans l'entreprise.

Si ce type de jurisprudence s'étend, cela veut dire qu'il faudra des héros pour être syndicalistes, notamment dans les petites et moyennes entreprises, puisque, lorsqu'un syndicaliste dira « je veux être délégué », droit reconnu par le Code du travail, il devra fournir à l'employeur la liste des adhérents à son syndicat.

Albert GAZIER : Je voudrais terminer par un exemple concernant l'aviation civile : l'introduction de nouveaux types d'appareils entraîne des conséquences sur le pilo-

tage. Or, une compagnie, avec ou sur l'ordre de l'administration, décide de supprimer le co-pilote. Il y a grève. Le tribunal a estimé que cette grève était illicite, pour la raison que la revendication ne pouvait pas être satisfaite. C'était absurde. Une grève aurait pu évidemment obliger la compagnie à se retourner vers l'administration pour lui demander de réviser sa position et de faciliter ainsi le règlement du conflit.

Ces récentes décisions des tribunaux risquent, dans le silence du législateur, de réduire à néant le droit de grève reconnu depuis 1864... sous Napoléon III.

Adrien SPINETTA : C'est vrai que, de plus en plus, les tribunaux sont saisis.

Jacques DUBOIS : Il en est de même de la définition de la faute grave, qui est en train d'évoluer.

Michel ROCARD : Nous avons abordé énormément de sujets, ce qui était d'ailleurs nécessaire. J'ai envie de dire qu'il y a consensus entre nous sur plusieurs points :

Premièrement, sur le fait qu'il y a un tassement des valeurs anciennes de références.

Deuxièmement, on constate une émergence sans doute canalizable, repérable.

Troisièmement, les conditions de pilotage des sociétés par des puissances publiques ont profondément changé. C'est le débat décentralisation / déconcentration.

De tout cela mis ensemble, il découle à l'évidence que le processus de redécouverte d'une cohésion sociale n'est plus un processus administratif. C'est un processus de diffusion de références de valeurs et de règles dans la société. Par conséquent, la capacité de la société à contractualiser, à négocier avec elle-même est le cœur du resurgissement, c'est-à-dire que ce sur quoi nous sommes arrivés à la fin est probablement le plus décisif de ce qui s'est dit aujourd'hui, et je suis content de recevoir cette information. C'était un sujet à sortir devant le grand public.

STRUCTURATION SOCIALE ET RÉGULATION SOCIALE

C'est, je crois, Dubois qui a émis l'idée qu'il n'y a pas de projet décent pour la société actuelle s'il n'y a pas, comme cœur de l'approche, la structuration sociale et la régulation sociale.

C'est vrai qu'on n'est pas aidé par le discours public du mouvement syndical, qui est plus divergent que jamais. La C.G.T. se mure dans un discours public, collectif et eschatologique : « Tout finira bien par s'effondrer. Ils ne comprennent rien... Formons le bunker »...

F.O. se crispe sur des archaïsmes très corporatistes. La seule chose bonne dans leur affaire, c'est une vision de la contractualisation, mais pour demander une pratique d'immuabilité de tout, du travail, de l'organisation d'entreprise, de la hiérarchie et de la hiérarchie des salaires.

La C.F.D.T., elle, est plus ouverte sur tout cela, mais relativement peu efficace. Le drame de la C.F.D.T., c'est l'extraordinaire différenciation intrasyndicale. Il n'y a jamais eu de confédération dans le syndicalisme français. Il n'y a jamais eu de vision des commandements confédéraux sur les stratégies salariales. Tout cela a toujours été confédéral. La C.F.D.T., dans ce domaine, bat des records effrayants.

Ce n'est pas l'apport de la C.F.T.C. ou de la C.G.C. qui va réveiller la prise de conscience sur ces sujets. Si bien que remettre le problème de la revitalisation de la négociation sociale au premier plan n'est pas facile.

En ce moment, je suis devant cette contradiction : j'ai toujours plaidé que la négociation sociale et le contrat étaient la méthode privilégiée de mise en œuvre d'un projet de démocratie ou d'intensification démocratique. Or, il n'y a

plus de partenaires ; c'est une société où la négociation sociale est pratiquement bloquée.

On peut cependant partir du réflexe de refus, réflexe négatif, devant les horreurs que nous a racontées Jean-Cyril. Je ne sais pas comment, constitutionnellement, ces décisions jurisprudentielles sont fondées. La cassation, c'est le dernier ressort, mais cela va nous amener probablement à légiférer de nouveau. Il faut rallumer la mèche de cette bombe à retardement et saisir la société française, c'est clair. Je ne crois pas, à cette heure, qu'il soit souhaitable de revenir sur les problèmes de fond d'interprétation industrielle, d'interprétation de la crise. Je crois qu'il y a une entropie sociale qui commence à se mesurer jusque dans le champ économique, alors que nous n'en étions pas là, et vous m'avez ouvert une voie de réflexion.

Sur le minimum social garanti et ses limites – d'ailleurs, je suis un peu le père de cette affaire – je pense que nous sommes tous d'accord sur les limites.

J'ai plutôt envie de terminer sur quelques réflexions non conclusives et je vais énoncer des phrases successives et contradictoires.

Vous vous souvenez que Jacques Robin a commencé par me rabrouer, en disant que tout cela manquait de projets d'avenir, que j'allais sombrer dans la gesticulation.

Jacques ROBIN : Tu pouvais en donner l'apparence.

Michel ROCARD : Tu as cruellement raison. Je passe les trois-quarts du problème presque sous silence. Les politiques peuvent toujours pérorer ; ce qui est perçu de ce qu'ils disent n'est que la sélection qu'en font les médias, qu'en fait le système médiatique. Cette sélection est très orientée pour des raisons techniques. Je sors un livre dans trois semaines, dont la seconde partie s'appelle « Les règles du jeu ». C'est une présentation des règles du jeu actuelles en politique, intégrant le système médiatique.

LA FONCTION POLITIQUE AUJOURD'HUI

La fonction politique d'aujourd'hui a changé. C'est une réponse à certaines observations de René et d'Albert qui portaient de l'hypothèse implicite que les politiques sont là pour gérer la société ou, du moins, ce qui incombe à la puissance publique. Ce n'est plus vrai ; la fonction a changé. Les politiques de premier niveau sont maintenant installées dans une situation où le métier consiste, à travers un discours et une gestuelle, à émettre des signaux, des codes, dans lesquels se reconnaît le consensus social. C'est un métier à plein temps, très exigeant, qui exige d'être disponible à l'appareil médiatique en permanence.

Ce ne sont pas les journalistes qui ont inventé la technique de la télévision. A partir du moment où le message passe par l'image, explication et raisonnement sont disqualifiés ; on communique sur de l'affectif, de l'émotif, du dramatisable, et les journalistes n'y peuvent rien. Les mauvais sont neutres : les bons, à la limite, sont nos alliés aussi pour limiter la casse. Il ne faut surtout pas ouvrir une fausse querelle avec eux.

Dans ces conditions, la fonction politique est une fonction plein temps, le consensus social se traduisant en consensus civil ; la machine de l'Etat peut marcher en paix. Sa seule connection avec la sphère politique, c'est que les politiques nomment les fonctionnaires qui dirigent la machine de l'Etat, mais ils n'ont plus du tout le temps ni les responsabilités de réflexion pour la commander, l'orienter, la contrôler, introduire des critères fonctionnels dans la nomination desdits fonctionnaires. Le système va jusqu'à une sélection des personnels politiques en fonction de leur talent médiatique. Je cite en passant le cas de Léotard, qui joue « médiatique » très spécifiquement et qui est bon. On peut prédire un grand avenir à Léotard. Il faut n'avoir aucun handicap physique. Il faut avoir un minimum de taille... je suis un peu court ! Il faut une santé en béton armé et il faut des talents de comédien.

Et puis, il y a un moule de visibilité sociale, dont le perfectionnement d'ailleurs prend beaucoup du temps des intéressés. C'est une grille de sélection, une orientation. Il faut savoir que les politiques ont cette fonction, c'est-à-dire que le système politique ne peut être requis de décider dans tel ou tel sens que si se trouve créé un rapport de forces suffisant autour de la décision possible ; il faut que l'expertise totale sur la décision à prendre ait été fournie par ailleurs et qu'elle arrive presque toute cuite dans une situation de force.

Il reste une dernière hypocrisie un peu salvatrice au système : pour préserver les convenances, les politiques de premier rang essaient tout de même de faire croire de temps en temps qu'ils continuent à gouverner, ce qui explique un certain nombre de décisions à haut niveau de visibilité. On ne prend donc que quelques rares décisions à haute puissance symbolique, généralement discontinues. Prenez l'Education nationale : depuis trente ans, personne ne s'occupe de ce qui est sérieux et on veut s'en sortir en faisant des lois, en saisissant l'opinion de hautes affaires symboliques.

Jacques ROBIN : Je ne sais pas comment tu pourras faire, dans ces conditions, — je me trompe peut-être — pour apparaître, dans les mois qui viennent, comme capable de porter un « projet », par rapport à la gestion, et je te pose une question : ne penses-tu pas que, étant donné ce que tu décris de l'évolution de l'appareil politique et gestionnaire, il est plus urgent que jamais de créer, d'une manière ou d'une autre, à côté de l'appareil gestionnaire, un appareil de réflexion permanente qui, au moins, vis-à-vis de la gestion, ferait passer ce que tu as appelé « l'expertise » ?

Michel ROCARD : Naturellement ! Et il y a même une médiatisation possible de changements institutionnels là-dessus pour revitaliser l'image du long terme.

Mais il ne faut pas trop se leurrer. Cela ramène au problème des valeurs, du projet de société, etc. Tout cela atteint un point où il y a une malédiction du discours politique aujourd'hui. D'abord, à cause des conditions de transmission : l'effet « petite phrase » est complètement dévastateur. J'ai commencé par mettre en cause tout ce que la terre portait de journalistes : c'était idiot. Je suis ensuite passé par une phrase où j'essayais de ne pas en proférer ; c'est très efficace : aucune reprise nulle part, tu disparaissais.

Avec l'effet « petite phrase », tu es transformé techniquement en agresseur.

Il faut savoir le pourquoi de cet effet « petite phrase ». Nous sommes devant un phénomène de bruit qui est dû à deux choses : la surabondance des médias et les techniques de transmission. A partir du moment où il y a une surabondance de médias, il y a un bruit au sens de ce mot dans la théorie des communications. Le besoin d'être lu, d'être regardé ou d'être écouté oblige chacun, chaque support, chaque vecteur, chaque média à dominer ce bruit et, dans une ambiance pareille au niveau des décibels intellectuels, qu'y a-t-il de plus efficace pour dominer ce bruit ? L'agression. La transformation de tout preneur de parole sur la scène politique en agresseur est la réponse obligatoire des médias.

En plus, vous avez des hommes politiques parfaitement talentueux, qui savent s'en servir superbement et, quand on décode leur discours, il n'est plus qu'un alignement de petites phrases successives séparées par des paragraphes oiseux, sans intérêt. Il vaut mieux ne pas donner d'importance au fond pour que cela émerge. C'est épouvantable, mais c'est ainsi.

Sur le fond, il y a une noblesse de l'engagement démocratique à présenter ses intentions aux électeurs. Il se trouve que gouverner consiste à faire des quantités de choses, dont l'une est de réaliser le programme promis.

Et puis, il y a ce que j'appelle la météorologie politique : un mauvais indice de prix, un attentat terroriste, un mauvais coup de Khomeiny, une grève qui finit mal, une découverte industrielle qui produit des bouleversements dans des alliances entre firmes, etc., n'importe quoi. Tout

cela, c'est de la météorologie politique, à l'intérieur de laquelle l'idée, que la dominante des préoccupations gouvernementales soit d'appliquer une plateforme d'engagement pris avant, est déjà une anticipation osée.

On ne peut pas tout faire à la fois ; donc, on exécute en moyenne une promesse électorale tous les deux ans et demi, trois ans. Le problème a changé. Les rapports de forces ne sont plus les mêmes. Les promesses électorales sont reçues par l'opinion comme un enjeu de rigolade : demain, on rase gratis ! Il faut demander plus à l'impôt, moins aux contribuables !... Et l'opinion s'amuse. La promesse attire un immense scepticisme. Les catalogues, c'est terminé ; on ne peut plus parler de catalogues ; on ne peut plus écrire en politique.

Quant au projet de société, il serait le refuge des hommes sincères qui veulent partager une ambition généreuse, mais, premièrement, s'il est trop ample et trop ambitieux par rapport à la vision sociétale qu'il y a dedans, il va être un discours de politique totale. Or, de politique totale à totalitaire, il n'y a qu'un pas. Le démocrate laïque que je suis le récuse totalement. Méthodologiquement, je m'interdis ces discours. On est démocrate et on a eu assez de mal à faire que la société civile reprenne son autonomie par rapport à l'Etat.

Deuxièmement, nous avons eu aussi assez de mal à nous désengager du commandement administratif. Donc, au moment où nous cherchons à étayer des relais d'action sociale qui soient contractualisables, qui soient appuyés sur toutes les institutions de la société civile, pour nous dégager d'une procédure de pilotage social exclusivement centrée sur les lois, les décrets, les règlements, la hiérarchie, le discours de projet de société est une revendication de contrôle social et d'orientation de la part de l'Etat, au moment même où nous admettons qu'il n'est pas légitime dans son principe.

Troisièmement, le monde politique est dur. Depuis quelques décennies, guerres comprises, on a quand même beaucoup fait de choses meurtrières en politique et aussi beaucoup menti. Il y a une disqualification du discours politique. La reconquête du respect, la reconquête par les politiques, par une politique en tant que candidat, du droit à être respecté par l'opinion, à être cru sur parole, ne va pas de soi, et cette reconquête nécessaire disqualifie le lyrisme. Quand on a 11 % de chômeurs, qu'on sait fort bien que nous sommes dans une phase d'entropie économique accélérée si j'ose dire, — traduction libre de ce que tu as dit — et qu'on n'y peut pas grand-chose d'autre que d'introduire en deux décennies une nouvelle relation de l'activité à la rémunération, on ne parle pas en termes de projet de société avec un enthousiasme chaleureux, communicatif, lyrique.

PRIORITÉ DU LONG TERME

Je vais essayer de faire passer, dans cette campagne, le message de l'authenticité — authenticité de préoccupation — et de la priorité du long terme. Ce ne sera déjà pas mal.

Et puis, bien sûr, solidarité, liberté, égalité, fraternité. Qu'en fait-on aujourd'hui ? On a mis un bon siècle et demi de république pour s'apercevoir que liberté et égalité étaient antagonistes.

Il y a des choses à faire passer en termes de valeurs, mais je me méfie comme de la peste de l'attente d'espoir qui repose sur des politiques qui n'en peuvent. Je vise autre chose. Non seulement on voit la dégénérescence de la compétition politique en spectacle, ledit spectacle étant complètement émasculé de toute référence aux enjeux sérieux de fond, mais il y a un autre biais pervers : c'est que, dans ces sociétés, dieu merci, laïcisées, il n'était pas nécessaire par ailleurs que plus personne ne croie plus à rien. Il n'y a plus de référence au sacré dans nos sociétés. Or, le pouvoir devrait être prosaïque et faire marcher l'intendance, s'occuper de ce que les professeurs et les instituteurs croient à leur métier, s'occuper que la législation

sociale ne permette pas à la Cour de Cassation de se conduire comme elle le fait...

Mais le pouvoir reçoit les attributs du sacré devant l'opinion, et les conditions de dévolution du pouvoir, dans la situation où l'on est, à la fois dans le spectacle et le sacré, sont pernicieuses au dernier degré.

Comment veux-tu, au milieu de tout cela, trouver une authenticité et présenter un projet de société ?

René PASSET : Les hommes politiques devraient – me semble-t-il – garder un lien constant avec ce type de réflexion, qui ferait que, dans leur discours – limité par tout ce que tu as dit – ils trouveraient quand même une nouvelle cohérence et de nouvelles tonalités. Lorsque l'environnement de l'homme politique n'est plus seulement celui d'une efficacité qui se confond souvent avec le court terme et situe le réalisme au « ras des paquerettes », les choses ne sont plus senties ni dites de la même façon ; les décisions ne sont peut être pas prises tout à fait de la même manière.

Michel Rocard : Je terminerais sur une anecdote : « Libération » envisage une augmentation de capital et, pour négocier cette augmentation, a besoin d'augmenter le tirage. C'est un journal intelligent, chaleureux, mais plein de perfidie. Il me prévient, fin juin - début juillet, qu'il voudrait faire, en plein mois d'août, une interview de moi sur « la morale en politique ». Ce n'est pas Michel Rocard qui va refuser, d'autant que je connais Libé. Si j'avais refusé, on aurait dit « Quand il est candidat, Michel Rocard ne veut plus parler de morale en politique... ». Cette campagne eût été meurtrière. J'ai donc accepté et je rappelle qu'il est prudent de se conduire avec sagesse et respect des droits de l'homme jusque dans le pilotage des services spéciaux.

Libé a titré et commenté : « Rocard a méchamment

agressé Fabius et son Parti », et a sorti un papier dans lequel le fond du message était totalement occulté, bien qu'il ait été tout à fait présent. Si le journaliste avait ressorti le communiqué officiel du bureau du P.S., mes propos auraient disparu. Or le but, en matière de petites phrases, était de les mettre dans ma bouche. Il fallait occulter le fond du message, pour que je puisse être accusé de méchanceté.

Il est donc très difficile de parler de morale en politique.

En tout cas, cela rafraîchit de parler de choses de fond et je vous dois un grand merci.

Adrien SPINETTA : Nous pensions parler de beaucoup de choses, mais cela a dépassé les prévisions. Je me pose simplement deux questions : vous venez de démontrer qu'il y a un écran entre les politiques et l'opinion à travers les médias.

Michel ROCARD : C'est de la technique.

Adrien SPINETTA : N'y a-t-il pas, dans l'opinion, au niveau des citoyens, le désir de voir rompre cet état de choses ?

Michel ROCARD : Je le crois.

Adrien SPINETTA : Et je me demande également si, dans la prochaine campagne présidentielle, le thème de la morale politique ne jouera pas un grand rôle, compte tenu de ce que nous constatons depuis quelques mois.

Michel ROCARD : Il est difficile de terminer sur un mot plus optimiste ! Je vous remercie.

(1) LEVY - La machine Univers (La Découverte).